

Communiqué du collectif des doctorant.e.s et non-titulaires de Lyon 2

« En pleine crise sanitaire, alors que nous devrions tout faire pour faciliter la vie des plus vulnérables d'entre nous, l'injonction à la « continuité » pédagogique tient de l'acharnement. Or, nous ne pouvons accepter de sacrifier nos conditions de travail et les conditions de vie de nos étudiant.e.s pour satisfaire à la seule rhétorique guerrière de nos pouvoirs publics.

De toute évidence, la pandémie de Covid-19 est une crise sanitaire sans précédent qui exige des mesures économiques et sociales exceptionnelles, à l'instar de ces mesures de confinement que nous nous devons de respecter dans l'intérêt de tou.te.s. Cependant, si la situation est exceptionnelle, nous ne pouvons tolérer que des décisions puissent être prises sans respect du cadre démocratique et du dialogue social. Ainsi, si nous souhaitons bien évidemment que ce temps de confinement soit dédié au partage et à la solidarité, l'injonction à la « continuité pédagogique » qui nous est faite par le gouvernement, et relayée localement par la présidence de notre établissement et nos directions de composantes nous semble complètement déconnectée de la réalité présente et des enjeux actuels. Elle n'est ni réalisable, ni souhaitable, tout en n'ayant pas fait l'objet d'une réelle consultation préalable des équipes pédagogiques et administratives et de leurs organisations représentatives.

Déconnectée, tout d'abord, parce qu'au moment où nous devons organiser localement de nouvelles solidarités pour faire face au défi posé par le Covid-19 (pour nos familles, pour nos proches, pour nos voisin.e.s, et notamment pour les plus vulnérables d'entre elleux),...

le maintien d'une activité d'enseignement à distance n'est pas une priorité. Nous ne considérons pas l'enseignement et la recherche comme des activités non-essentiels ; au contraire, nous nous battons depuis des années pour que celles-ci puissent être exercées dans des conditions dignes, et puissent occuper une place d'autant plus importante dans notre société. Mais s'acharner à vouloir « enseigner » alors que nos étudiant.e.s et nous-mêmes avons certainement d'autres priorités tiendrait, pour reprendre ce terme à un camarade strasbourgeois syndiqué au SNESUP, de l'indécence [1].

Irréalisable, ensuite, parce que nous ne disposons pas des moyens adéquats pour maintenir notre activité là où personnels et étudiant.e.s sont inégalement équipé.e.s et disponibles pour enseigner et apprendre. Qu'en est-il de la fracture numérique, là où nous savons qu'une part non-négligeable de nos étudiant.e.s, parmi les plus précaires, ne sont pas équipé.e.s d'ordinateurs personnels à domicile ? Qu'en est-il de la qualité du suivi, quand la principale

alternative semble être la seule mise en ligne de nos cours sur une plateforme numérique (ce qui pose des problèmes de propriété intellectuelle au demeurant) ? Qu'en est-il de la qualité du travail, quand nous devons parfois nous occuper de nos enfants ou des personnes les plus vulnérables de notre entourage ?

Et si cette « continuité pédagogique » n'est pas souhaitable, c'est parce qu'elle s'inscrit en faux avec tout ce pour quoi nous nous battons afin d'améliorer nos conditions de travail et d'étude dans l'ESR. Elle est à la fois un dévoiement du sens de notre métier, qui est un métier de contact et d'accompagnement qui ne saurait être réduit à la seule production de contenus, et une attaque contre nos conditions de travail, en nous imposant une organisation du travail à laquelle nous n'avons pas consentie et qui est inadaptée aux enjeux réels de l'Université. Signalons par ailleurs que la dématérialisation de l'enseignement est l'un des objectifs des réformes successives que l'université publique subit depuis plusieurs années. Montrer que notre métier est « dématérialisable », c'est aussi accepter les suppressions de postes que nous connaissons déjà et que nous connaissons encore avec cette gestion néo-libérale de l'ESR.

Nous continuerons à être en contact avec nos étudiant.e.s. Mais si nous le faisons, c'est pour construire de nouvelles solidarités à un moment où nous en avons tou.te.s particulièrement besoin. Nous continuerons à construire l'université publique que nous désirons : une université ouverte et démocratique. Mais nous refusons d'être les promoteur.ices d'une université marchande réduite à la seule production industrielle de connaissances scientifiques. Nous refusons de sacrifier nos existences et celles de nos étudiant.e.s avec pour seule finalité celle de continuer pour continuer. Nous refusons enfin de fermer les yeux sur les profondes inégalités qui existent au sein du corps étudiant et que nous ne ferons qu'aggraver en défendant cette forme d'enseignement à distance : si nous devions défendre l'enseignement à distance, ce serait sous la forme d'un suivi particulier, notamment à destination des personnes qui ne peuvent se rendre à l'Université, mais celui-ci nécessite des moyens dont nous ne disposons pas en l'état.

En somme, la crise sanitaire actuelle, bien loin de suspendre les enjeux politiques et sociaux face auxquels nous nous engageons depuis plusieurs années, et en particulier depuis le mois de novembre, les exacerbe. Cette situation, d'ores et déjà dénoncée par de nombreux collectifs étudiants, n'est pas digne de notre institution.

Les inégalités sociales et la précarité étudiante et enseignante continuent d'être pensées "au cas par cas" alors qu'elle constitue une problématique sociale, structurelle que l'ESR semble vouloir continuer d'ignorer. Les réformes en cours, bien que "suspendues" ou "reportées" présentent toujours un danger pour l'avenir de nos retraites, de nos parcours professionnels, et pour l'enseignement et la recherche. Par conséquent, la rétention des notes engagée au premier semestre pour toutes ces raisons reste d'actualité. Nous ne nous "encombrerons pas des casseroles" de ceux qui considèrent à la fois qu'il faut continuer le travail pédagogique et

clôturer les luttes engagées jusque-là. Si besoin, nous continuerons de communiquer ces notes aux étudiant.e.s qui en font la demande et nous pourrions faire des attestations au cas par cas si celles-ci sont nécessaires dans le cadre de candidatures à des formations ou de démarches administratives.

Pour terminer, nous serons vigilant.e.s à ce que les personnels les plus précaires, les personnels vacataires, soient bel et bien rémunéré.e.s pendant cette période de confinement. Nous demandons à ce titre le versement rapide de leurs salaires dus et que la mensualisation soit effective et scrupuleusement respectée en cette période où elles en ont plus que besoin, ainsi qu'à l'avenir. Nous serons également vigilant.e.s à ce que cette période ne soit pas l'occasion pour certain.e.s de sanctionner et de contrôler d'autant plus nos collègues. Nous appelons par ailleurs à l'annulation des examens et autres modalités d'évaluation au profit d'une validation du semestre avec une note unique (18/20) pour tou.te.s, ceci en considérant l'impossibilité de garantir des conditions d'examen égalitaires. Enfin, nous souhaitons faire part de notre solidarité à ceux qui luttent au quotidien contre cette crise sanitaire, les personnels de santé, mais aussi les personnels d'entretien, de la distribution, et tous.les celles.eux qui aident, par leur travail trop souvent invisibilisé, à faire face à cette crise dans les meilleures conditions.

Force à elles et eux au cours des prochaines semaines ! »

Notes

[1] <https://blogs.mediapart.fr/pascal-maillard/blog/180320/continuite-ou-rupture-pedagogique>